



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

22/12/2020

Pas de confinement pour les luttes.

17 novembre, première mobilisation et arrêts de travail à la RATP, métro et centres de bus de la région parisienne contre le démantèlement de l'entreprise et dénoncer la privatisation et l'aggravation à venir des conditions de transports et des tarifs.

Le gouvernement Macron, la direction de la RATP et Valérie Pécresse, Présidente de la région Ile de France veulent mettre aux enchères pour 2024, les lignes de bus de l'ensemble du réseau de la Régie. Ce projet est dans la droite ligne de celui de l'ouverture à la concurrence de la SNCF, contre lequel s'était développée une des plus longues grèves de l'histoire de l'entreprise.

Le gouvernement cherche à imposer à EDF et à Engie un projet de la même veine, mais là aussi, il se heurte à une très forte opposition des travailleurs, comme l'ont montré les mobilisations du 26 novembre dernier, du 10 et 17 décembre. ([voir article hebdo 693](#))

Le plan Hercule est un plan de privatisation d'EDF pour réorganiser l'entreprise publique en deux structures d'ici 2022. D'un côté EDF Bleue, détenue à 100 % par l'État qui s'occuperait de la gestion du nucléaire et des barrages hydroélectriques. De l'autre : EDF Vert, dont 35% du capital appartiendrait à des investisseurs privés qui s'occuperait des énergies renouvelables, de la commercialisation ou encore de la distribution. Il s'agit de donner au privé les "morceaux" rentables en laissant à EDF le financement des vieilles centrales nucléaires, le renouvellement des moyens de production particulièrement coûteux, EDF est endetté (61 milliards d'euros en fin 2019).

Depuis la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation, le groupe EDF-GDF assurait la totalité de la production, la gestion et la distribution de l'électricité et du gaz, sans aucune concurrence.

Le projet Hercule a des conséquences bien au-delà de la simple privatisation d'EDF : il s'agit de la perte de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays dans le domaine de la production et de la distribution, de la recherche de l'énergie.

Avec la loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) la Commission Européenne impose à EDF d'ouvrir le marché de l'électricité. L'entreprise vend, à perte, 25% de sa production d'électricité d'origine nucléaire sur le marché de fournisseurs d'électricité privés qui ne sont pas producteurs de cette énergie. Avec le projet Hercule, cette part d'énergie passera de 25% à 100%.

En France, comme dans toute l'Europe, dans le monde, c'est le capitalisme qui dirige, qui a le pouvoir. Son seul objectif est la recherche du profit maximum. Il bloque toute solution qui fait obstacle à la recherche du profit. Partout, le capitalisme veut aller toujours plus loin, il profite de la situation pour réaliser ses objectifs. Ainsi un rapport européen indique que la pauvreté au travail a augmenté dans 16 des 27 états membres de l'Union européenne. Les travailleurs pauvres représentent aujourd'hui en moyenne 12 % des salariés.

La lutte est l'arme pour stopper le gouvernement.

Des conseillers et proches d'Emmanuel Macron estiment que « *Des troubles sociaux suffisamment durables et puissants pourraient compromettre sa candidature. C'est le scénario redouté.* »

Oui, la seule chose qu'ils craignent ce sont les luttes. Des luttes pour faire reculer le capital et son pouvoir.. **Le gouvernement Macron s'attaque aux libertés pour museler les luttes.**

Ils les craignent tellement qu'ils mettent en place des lois comme la « *Sécurité Globale* » ou l'amendement introduit dans la Loi de Programmation de la Recherche qui punit les occupations d'Universités par les étudiants, que le Conseil constitutionnel vient de censurer cette disposition.

Sans grande publicité, trois décrets ont été publiés au Journal officiel le 2 décembre pour étendre les possibilités de collecte d'informations de la police et de la gendarmerie, une nouvelle notion fait son apparition, celle d'atteinte aux institutions de la République et de ses services publics et ouvre les renseignements sur les personnes morales, les individus et comprend « *la collecte, la conservation et le traitement de données concernant [...] des opinions politiques, des convictions philosophiques, religieuses ou une appartenance syndicale* »...

La participation aux dernières manifestations montre le profond mécontentement face à cette politique sans cesse plus violente d'un gouvernement aux ordres des multinationales. Il faut élargir la mobilisation, développer les luttes, les faire converger et stopper Macron et le capital.

Des luttes, ont lieu dans tout le pays dans les entreprises, EDF, RATP, Total, Toyota, General Electric Grid plus de 300 postes menacés, grève dans l'usine de verre de Cognac contre un plan social qui prévoit la suppression de 80 postes à Cognac, dans le Bas-Rhin, les salariés de l'usine Delpierre (saumon) fermeture de l'usine. Les personnels des hôpitaux publics continuent la lutte contre les suppressions de services, contre la fermeture de lits, pour l'embauche de personnels et pour une véritable augmentation de salaires, manifestation contre le chômage et la précarité, etc... voir sur notre site la rubrique sur les luttes : <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite>

Il faut continuer à faire grandir les luttes, partout et tous ensemble. Développer les luttes est un impératif

La négociation annuelle obligatoire (NAO) imposée par le Code du travail va concerner les entreprises privées en début 2021. La NAO permet également de mettre en avant des revendications collectives : salaires, durée du travail, égalité hommes/femmes, la formation et l'insertion professionnelle... N'attendons pas l'arme au pied ! Agissons! Le confinement n'arrête ni les contestations sociales ni les luttes.

*Les syndicats **CGT, FSU et Solidaires**, **manifestent le 4 février 2021** la **mobilisation** sera renforcée par le **syndicat étudiant Unef**, mais aussi des lycéens de la **FIDL**, du **MNL** et de l'**UNL**. Contre les plans de suppressions d'emplois, *les fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services...*

Les **organisations syndicales FSU, CGT, FO, SUD éducation, SNCL appellent à une** Journée de grève :

****Dans l'éducation nationale*** le **26 janvier 2021** pour exiger des créations de postes, une autre politique éducative, revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation,

****Dans la santé : le 21 janvier***

****Dans l'énergie : le 28 janvier.***

Un programme chargé pour ce mois de janvier. Notre parti est dans les luttes. Il contribue à leur mobilisation. Il n'y a pas d'autre voie que celle de la lutte quotidienne de plus en plus forte pour faire reculer le pouvoir et le capital,

Notre Parti appelle à la lutte politique jusqu'à abattre le capitalisme et pour construire une autre société. Tant que le capitalisme existera, rien ne changera il fera tout pour reprendre ce que la lutte lui a arraché. Il faut lui prendre les moyens de production, économiques, financiers, le pouvoir politique, les remettre à la gestion du peuple, de ses représentants.